Burundi : Le parti UPRONA menace de se retirer du gouvernement

@rib News, 19/08/2011 â€“ Source XinhuaLe parti UPRONA (Union pour le progrÃ¨s national), le deuxiÃ¨me parti au pouvoir, a menacÃ© jeudi de se retirer du gouvernement burundais qu'il accuse de ne pas pouvoir sÃ©curiser les populations en matiÃ¨re de sÃ©curitÃ© physique ou de justice Ã©quitable. C'Ã©tait au cours d'une confÃ©rence de presse que prÃ©sident de ce parti Bonaventure Niyoyankana a animÃ© ce jeudi mÃªme, mais il dit qu'il faut d'abord se donner du temps. Â«Â Chaque chose a son temps en politique. Chaque fois, il faut montrer votre position, il faut donner vos propositions et ne pas seulement protester. Câ€™est quand les propositions ne sont pas observÃ©es que les dÃ©cisions peuvent Ãªtre prises. Je vous dis franchement et je suis certain que le message (de quitter les institutions) vous l'aurez et que mÃªme le parti au pouvoir (CNDD-FDD) aura ce message en temps utileÂ Â», a dÃ©clarÃ© le prÃ©sident de l'UPRONA au cours de cette confÃ©rence de presse. Pour justifier cet Ã©ventuel retrait des institutions, le prÃ©sident du parti indÃ©pendantiste parle des tares observÃ©es dans les secteurs de la justice et des droits de l'homme.Â«Â Nous constatons que cette justice Ã©quitable pour tous est loin d'Ãªtre une rÃ©alitÃ© au Burundi. Nous en avons pour preuves le manque dâ€™indÃ©pendance de la magistrature, les juges qui ne disent pas toujours le droit, l'emprisonnement des citoyens sur simple prÃ©somption alors que les vÃ©ritables prÃ©sumÃ©s coupables de grands crimes circulent en toute impunitÃ©. Nous constatons le non respect des droits de l'homme qui transparaÃ®t Ã travers le harcÃ¨lement des dÃ©fenseurs des droits de l'homme et mÃªme des journalistesÂ Â», a indiquÃ© Bonaventure Niyoyankana dont le parti a le premier vice- prÃ©sident de la RÃ©publique dans le gouvernement. Il demande Ã ce mÃªme gouvernement de tout faire pour Â«Â dÃ©ployer tous les moyens et prendre toutes les mesures pour sÃ©curiser les citoyens dans leur intÃ©gritÃ© physique et dans leurs biensÂ Â» et aux citoyens Â«Â de l'exiger par tous les moyens pacifiquesÂ Â».